

Refusons de payer

leur crise

PCF
Parti communiste français

L'Europe a encore trouvé 750 milliards pour stabiliser la zone euro. Certes, la création de ce fonds d'entraide et de solidarité, en contournant les mauvais traités de Maastricht et de Lisbonne, est un tournant dans la construction européenne. Mais pour quel usage ? Nicolas Sarkozy et Angela Merkel le justifient par leur volonté «de redonner confiance aux marchés» ! Concrètement, les 110 milliards prêtés à la Grèce serviront à honorer les intérêts des financiers qui ont spéculé contre ce pays. C'est le peuple grec qui paiera l'addition avec la baisse prévue des salaires, les privatisations, le recul de l'âge du départ à la retraite... En France, pour protéger ces mêmes requins, le gouvernement de Nicolas Sarkozy veut faire payer l'allongement de la durée de la vie aux françaises et aux français, en les faisant travailler plus longtemps et, de fait, en réduisant les pensions. C'est assez ! Le Parti communiste a présenté le 19 mai son plan d'urgence pour les peuples européens contre la finance

(à consulter sur www.pcf.fr)

Les mêmes recettes libérales !

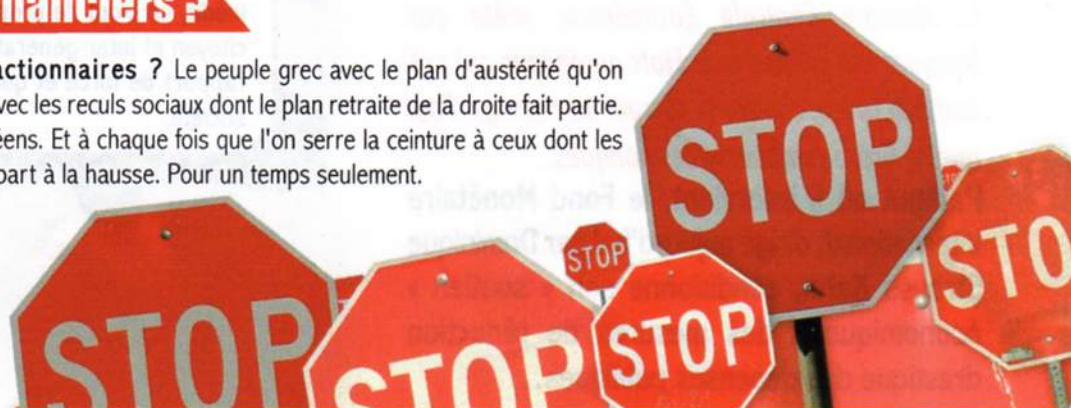
Après la crise des subprimes, on a tout entendu pour justifier les milliards qui ont servi à «sauver» les banques. «Moralisation du capitalisme», «taxation des stock-option», «réglementation de la finance»... et rien n'a changé !

Après s'être attaqués aux intérêts des particuliers, les spéculateurs visent les Etats. Aujourd'hui la Grèce, demain quel autre pays ?

Ce n'est pas avec toujours les mêmes vieilles recettes libérales que l'on fera du neuf.

Les peuples vaches à lait des financiers ?

Qui paye les banques et les actionnaires ? Le peuple grec avec le plan d'austérité qu'on veut lui imposer. Le peuple français avec les reculs sociaux dont le plan retraite de la droite fait partie. Idem pour les autres peuples européens. Et à chaque fois que l'on serre la ceinture à ceux dont les poches sont déjà vides, la bourse repart à la hausse. Pour un temps seulement.



L'austérité, une fausse solution !

La Commission européenne, les dirigeants des pays de la zone euro, affichent la volonté d'un durcissement des politiques publiques et d'un contrôle annuel des budgets des Etats par la Commission européenne, accompagné de sanctions. Il s'agirait d'accélérer «l'assainissement des finances publiques».

Entendre par là l'accélération de la mise en place des politiques de rigueur. Cette saignée annoncée dans les dépenses publiques pour combler momentanément les marchés financiers conduirait tout droit à une rechute dans la récession. Et la boucle est bouclée...

Pourquoi une telle fuite en avant autoritaire et antisociale ?

En réclamant un droit de veto sur les budgets des pays membres, la Commission de Bruxelles met en cause la souveraineté des peuples, c'est une véritable fuite en avant vers une politique autoritaire de super austérité, voulue par Angela Merkel et soutenue par Nicolas Sarkozy.

L'Union Européenne construite pour satisfaire les besoins des investisseurs montre ses limites. Les différents traités européens se révèlent inadaptés pour faire face à la crise qui secoue l'Europe. Plutôt que d'en tirer les conséquences, les dirigeants européens, allemands et français particulièrement, veulent maintenir la capacité des Etats à rembourser leurs créanciers, sur le dos des peuples. **Devant les résistances populaires qui s'expriment de plus en plus fortement, ils choisissent le passage en force...**

A la loupe...

110 milliards d'euros des états européens dont 30 du FMI prêtés à la Grèce

=

baisse des salaires + recul de l'âge de départ à la retraite + privatisations des services publics
- maintien intégral du budget pour l'armement

La Banque Centrale Européenne prête aux banques qui prêtent aux Etats européens qui prêtent à la Grèce, chacun se sucrant au passage. Pour que la Grèce rembourse les banques...

Partout où il intervient, le Fond Monétaire International, dirigé aujourd'hui par Dominique Strauss Kahn, conditionne son « soutien » économique à des mesures de réduction drastique des dépenses publiques...

Ce n'est pas aux gens de trinquer, c'est le système qu'il faut changer

La question d'une autre construction européenne ressurgit. Le débat est lancé sur les moyens à mettre en œuvre pour libérer l'Europe de la tutelle des marchés financiers. Comment trouver de l'argent, l'obtenir à de meilleures conditions de taux d'intérêt, à l'abri des spéculateurs et afin de financer un développement sain ? Comme d'autres organisations progressistes en Europe, le PCF propose notamment un changement radical du rôle de la BCE et la mise en place de crédits sélectifs, c'est à dire à faible taux d'intérêt pour les Etats investissant pour l'emploi, les services publics, la création de richesses durables et utiles. Et pour cela avoir le courage de prendre de front les marchés financiers qui veulent dicter leur loi.

Quand on est de gauche, on ne peut laisser la finance dicter ses intérêts.

Les peuples ne doivent plus être muselés, les dirigeants ne doivent plus pouvoir s'asseoir sur les votes populaires comme le NON à la constitution européenne de 2005 (où Sarkozy a fait revoter un « remake » de ce texte via le Parlement).

Le PCF appelle toutes les forces de gauche à se mobiliser en France et en Europe pour une politique de progrès et de justice contre les diktats de la finance.

La bataille des retraites

C'est de cela qu'il s'agit en France avec la mobilisation contre la casse du droit à la retraite à 60 ans. La droite considère la retraite comme une marchandise que chacun aura à se payer. Elle veut protéger les revenus financiers et les dividendes d'une contribution aux retraites et ouvrir le marché des assurances privés. **Comment croire la droite quand elle promet une taxation de la finance mais que, dans le même temps, elle maintient un bouclier fiscal injuste ?**

L'idée grandit dans notre pays d'autres choix pour maintenir et développer notre système de répartition et le droit à la retraite à 60 ans à taux plein. La droite est en difficulté, **il faut que toute la gauche s'engage dans la création d'un front de riposte inédit, un front de propositions, un front politique, social, citoyen et inter-générationnel à même de faire basculer le rapport de force et qui porte une ambition pour toute la société.**

PCF
Parti communiste français